

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement

Orléans, le 18 septembre 2015

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE)

Commune de SARAN

*Projet d'arrêté préfectoral imposant des prescriptions
complémentaires pour poursuivre l'exploitation des activités
exercées par cette société et pour exercer une surveillance des
eaux souterraines*

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

I. Présentation générale

La société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE), dont le siège social est implanté 188, route de SANDILLON à SAINT JEAN LE BLANC (45650), exploite, au 171 rue de la Chenille à SARAN, une installation de transit :

- de gravats (provenant de chantiers de démolition),
- d'amiante conditionné,
- de déchets verts et de bois,
- de déchets industriels banals (DIB).

Elle exerce également sur ce site des activités de broyage de végétaux et de concassage de gravats.

Cette installation a fait l'objet le 18 juin 2007 d'un récépissé de déclaration au titre de la réglementation des installations classées de la protection de l'environnement (ICPE).

En 2012, la réglementation ICPE a créé de nouvelles rubriques relatives au traitement de déchets et a modifié les seuils de régime applicable. De ce fait, l'exploitant a pu bénéficier des droits acquis précédemment, en vertu des dispositions de l'article L513-1 du code de l'environnement. Il exerce désormais son activité sous le régime de l'autorisation au titre des rubriques 2718 (installation de tri/transit de déchets dangereux de type amiante liée) et 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux). Un arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 a notamment acté le classement administratif de l'établissement.

Il est à noter que cette installation a fait l'objet de plusieurs réclamations de riverains durant la période de 2008 à 2014 pour des nuisances relatives aux odeurs, aux poussières et au bruit qui seraient générées par cet établissement. Plus récemment, l'inspection a eu des contacts téléphoniques en juin et août 2015 d'un particulier (demeurant rue du Bois Salé à SARAN), un des précédents requérants qui s'étaient manifestés, afin de dénoncer à nouveau ces gênes.

Compte tenu des nuisances évoquées ci-avant et de l'absence de texte réglementaire pour encadrer le fonctionnement des installations soumises au régime de l'autorisation et de

l'enregistrement, Monsieur le préfet a notamment imposé à la société SGE par arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 de réaliser une étude d'impact et une étude des dangers.

La société SGE a transmis les éléments susmentionnés à la Direction Départementale de la Protection des Populations et à l'inspection des installations classées le 10 septembre 2014 et complétés en décembre 2014. Dans le cadre de l'étude d'impact, l'exploitant a également demandé un accroissement des quantités de déchets susceptibles d'être présents

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R.512-31 du Code de l'environnement pour imposer à l'exploitant les mesures constructives et organisationnelles afin de poursuivre l'exploitation de la plate-forme de transit et de traitement de déchets (concassage de déchets inertes et broyage de bois) ainsi qu'à limiter les risques incendie et les nuisances liés à ces activités.

II. Situation administrative de l'établissement et envisagée par le pétitionnaire

Le site exploité par la société SGE est encadré par deux arrêtés préfectoraux :

- l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2014 imposant à la SOCIETE GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE) la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité de ses installations situées au 178 rue de la Chenille à Saran,
- l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 actualisant la situation administrative de l'établissement (Cf. parties grisées du tableau présenté ci-après).

Dans l'étude d'impact transmise, l'exploitant a sollicité des modifications des quantités de déchets susceptibles d'être présents sur le site dont certaines ont augmentées de manière significative.

Le tableau ci-après expose les différences entre le classement administratif acté par l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 et les modifications souhaitées par le pétitionnaire.

Tableau de comparaison entre le classement administratif acté par l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 et celui envisagé par la société SGE

N°	Rubrique	Activité	Volume maximum par arrêté préfectoral du 04/07/2013	Régime*	Quantité et volume projetés et régime associé
2718	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne</p>	Regroupement de déchets d'amiante lié conditionnés	30 tonnes	A	<p>Regroupement de déchets d'amiante lié et libre conditionnés : 38 tonnes</p> <p align="center"><u>Autorisation (A)</u></p>
2791	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</p> <p>La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p>Broyage, criblage de</p> <ul style="list-style-type: none"> - déchets verts, - minéraux 	121 t/j	A	<p>Broyage, criblage de déchets verts et de minéraux : 320 t/j</p> <p align="center"><u>Autorisation (A)</u></p>
2517	<p>Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.</p> <p>La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m², mais inférieure ou égale à 30 000 m²</p>	Transit de gravats issus des chantiers de démolition	17 000 m²	E	<p>Aire du béton armé : 810 m² béton (près à être broyé) : 950 m² concassé : 1 700 m² activité de négoce : 865 m²</p> <p align="center"><u>Non Classable (NC)</u> (totalité de la superficie des aires étant inférieure à 5 000 m²)</p>
2714	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³</p>	Transit de déchets industriels banals (DIB)	200 m³	D	<p>Transit de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de bois : 750 m³ - de souches : 940 m³ <p align="center"><u>Autorisation (A)</u></p> <p>(Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.)</p>

N°	Rubrique	Activité	Volume maximum par arrêté préfectoral du 04/07/2013	Régime*	Quantité et volume projetés et régime associé
	mais inférieur à 1 000 m³				
2716	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.</p>	<p>Aire d'entreposage de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déchets verts : 500 m³, - déchets bois : 300 m³ 	800 m³	DC	<p>Aire d'entreposage de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DIB : 695 m³ - déchets végétaux : 3 075 m³ - broyats de déchets végétaux : 1 970 m³ <p><u>Autorisation (A)</u> (Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.)</p>
2713	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</p> <p>La surface étant inférieure à 100 m²</p>	Alvéole d'entreposage de métaux	50 m²	NC	<p>Alvéole d'entreposage de métaux : 125 m²</p> <p><u>Déclaration (D)</u> (La surface étant supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m².)</p>
2515	<p>Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.</p> <p>Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2.</p>				<p>Puissance de l'installation de concassage des déchets inertes : 320 kW</p> <p><u>Enregistrement (E)</u> (La puissance installée des installations, étant supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW)</p>

* Autorisation (A), enregistrement (E), Déclaration (D) et Non classable (NC)

III . Classement administratif de l'établissement

III. 1 Évolution des volumes et quantités de déchets traités sur le site

➤ **Déchets de bois (rubrique 2714), de végétaux et déchets industriels banals (rubrique 2716) ainsi que le broyage (rubrique 2791)**

Le dossier présenté par le pétitionnaire prévoit une hausse des volumes de déchets de bois, de végétaux et des déchets industriels banals (DIB), susceptibles d'être présents sur le site, ainsi que de la quantité de déchets traités, comme suit :

Quantité de déchets présents fixée par l'AP du 4/07/13	Quantité de déchets présents projetée
Bois : 300 m ³	Bois : 750 m ³ souches : 940 m ³
Végétaux : 500 m ³	Végétaux : 3 075 m ³ broyats de végétaux : 1 970 m ³
DIB : 200 m ³	DIB : 695 m ³
Quantité de déchets traités fixée par l'AP du 4/07/13	Quantité de déchets traitée projetée
Broyage de bois, souches et végétaux : 121 tonnes / jour	Broyage de bois, souches et végétaux : 320 tonnes / jour

Ce tableau montre que les quantités de déchets de bois (rubrique 2714), de végétaux et de DIB (rubrique 2716) susceptibles d'être présents sur le site, tel que l'envisage le pétitionnaire, et celles traitées (rubrique 2791) excèdent très largement les quantités fixées par l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013.

En conséquence, même si l'exploitant a prévu de mettre en place les dispositions constructives visant à limiter les risques et les effets sur l'environnement, il demeure qu'au sens de la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, ces évolutions ont un caractère substantiel. A ce titre, ces modifications doivent faire l'objet d'une nouvelle procédure d'autorisation, conformément à l'article R.512-33 du code de l'environnement, d'autant que le fonctionnement de l'établissement a encore récemment fait l'objet d'une plainte téléphonique d'un riverain.

➤ **Déchets d'amiante (rubrique 2718)**

Dans le cadre de l'activité de transit/regroupement des déchets d'amiante, visée par la rubrique 2718, l'installation est déjà autorisée à entreposer 30 tonnes d'amiante lié sur son site.

Au regard des modifications des conditions d'exploitation, le pétitionnaire prévoit d'entreposer 38 tonnes d'amiante lié à des matériaux inertes (couverture en amiante-ciment, canalisations, ...) et d'amiante libre (faux plafonds, cloisons intérieures, dalles de sols, plaques d'isolation, flochage, calorifugeage, colles, ...). Ces déchets d'amiante, à l'instar de ce qui se pratique déjà sur le site, seront réceptionnés déjà conditionnés en sac hermétique 'big-bag' ou filmés.

Ces deux types de déchets amiantés seront identifiés de façon à les entreposer sur deux aires différentes sur le site puisque l'exutoire de destination n'est pas le même.

Compte tenu de ces éléments, et que le régime administratif de cette rubrique reste inchangé (à autorisation), ces modifications d'exploitation ont un caractère notable mais non substantiel.

En conséquence, il convient de mettre à jour les prescriptions liées à la gestion des déchets amiantés sur le site (cf. Chapitre 8.2 du projet d'arrêté).

➤ **Déchets inertes (rubrique 2517)**

Dans le cadre de l'activité de transit de déchets inertes provenant du bâtiment, le pétitionnaire a prévu de redimensionner à la baisse les aires de transit réparties selon les superficies suivantes (Cf. plan de l'annexe 1) :

- aire du béton armé : 810 m² (sur une hauteur de 5 mètres),
- aire du béton prêt à broyer : 950 m² (sur une hauteur de 8 mètres),
- aire des inertes concassés : 1 700 m² (sur une hauteur de 8 mètres).

L'étude d'impact souligne que les disséminations de poussières peuvent être issues de l'envol de matériaux fins au niveau des zones de stockage, notamment des zones de regroupement, de tri et de stockage des déchets inertes.

Les hauteurs de stockage de 8 mètres pour les stocks de béton prêt à broyer et des inertes concassés sont particulièrement importantes tant du point de vue de l'intégration paysagère que de la prise au vent qu'offre des entreposages de déchets inertes, comme l'a identifié l'étude.

A noter que l'étude a montré que les habitations (rue du Bois Salé) où réside le plaignant sont situées dans l'axe des vents dominants.

Au regard des hauteurs de 8 mètres sollicitées par le pétitionnaire, l'inspection propose de les limiter à 5 mètres (Cf. art 8.1.3 du projet d'arrêté) afin de réduire la prise au vent des stockages de déchets inertes et limiter ainsi les nuisances susceptibles d'être générées tant visuellement que celles liées à l'émission de poussières.

➤ **Déchets de métaux (rubrique 2713)**

Dans le cadre de l'activité de tri, transit et regroupement de déchets de métaux, pour laquelle la société SGE dispose d'une alvéole de stockage, le pétitionnaire souhaite faire évoluer sa superficie de 50 m² à 125 m² (régime déclaratif). Cette modification des conditions d'exploiter étant de nature notable et non substantielle pour cette activité, il convient d'actualiser le tableau de classement de l'établissement.

III. 2 Concassage de déchets non dangereux inertes (rubrique 2515)

Le recensement de l'activité de concassage de déchets non dangereux inertes, visée par la rubrique 2515, avait été omis lors du dernier classement acté par l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013, alors qu'elle était déjà exercée.

Étant donné que le moteur présente une puissance de fonctionnement de 320 kW, l'activité de concassage est placée de fait sous le régime de l'enregistrement :

<i>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant :</i>	
<i>a) Supérieure à 550 kW</i>	<i>A</i>
<i>b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW</i>	<i>E</i>
<i>c) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW</i>	<i>D</i>

En conséquence, il convient de compléter le tableau de classement administratif de l'établissement et d'imposer à la SGE les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 qui lui sont applicables.

III. 3 Classement administratif proposé par l'inspection

Compte tenu des éléments évoqués ci avant, l'inspection propose que les volumes (concernant les rubriques 2714, 2716) et quantités de déchets traités journallement (concernant la rubrique 2791), fixés par l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013, soient conservés dans le projet d'arrêté préfectoral, et que le classement de l'établissement s'établisse comme suit :

N°	Rubrique	Activité	Volume maximum	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.	Regroupement de déchets d'amiante (lié et libre) conditionnés	38 tonnes	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Broyage et concassage de déchets de végétaux, de bois, de souches et d'inerte	121 t/j	A
2515-1b	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW	Installation de concassage des déchets inertes	320 kW	E
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² .	alvéole d'entreposage de métaux	125 m ²	D
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Transit de déchets de bois et de souches	300 m ³	D

N°	Rubrique	Activité	Volume maximum	Régime
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.	Aire d'entreposage de : - DIB - déchets végétaux et broyats de déchets végétaux	200 m³ 500 m³	DC
2517-3	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant inférieure 5 000 m²	Transit de gravats issus des chantiers de démolition	- Aire du béton armé : 810 m² - béton (près à être broyé) : 950 m² - concassé : 1 700 m² - activité de négoce : 865 m²	NC

IV. Étude d'impact

L'étude d'impact transmise par l'exploitant a notamment considéré les émissions susceptibles d'être générées par le fonctionnement des installations.

Ainsi, les principales émissions qui ont été identifiées par cette étude sont les suivantes :

IV. 1 Odeurs

Pour limiter les odeurs en provenance des stocks de déchets végétaux en fermentation, l'exploitant prévoit :

- de ne pas accepter les déchets végétaux comprenant des déchets de tontes de pelouses (art 3.1.2 du projet d'arrêté),
- d'évacuer les broyats de déchets végétaux dès l'activité de broyage terminée (art 3.1.2 du projet d'arrêté), afin d'éviter un début de fermentation sur place.

IV. 2 Poussières

Les activités de concassage de déchets inertes et de broyage de déchets végétaux sont susceptibles de générer des poussières, notamment en direction des habitations situées rue du Bois Salé (à 80 mètres à l'Est du site) et rue du Chêne Maillard (à environ 100 mètres au nord du site) qui sont dans l'axe des vents dominants (vents de secteur ouest – sud-ouest pour 38,5 % d'entre eux et de secteur nord – nord-est pour 18,6 %).

L'exploitant prévoit afin de limiter les éventuelles émissions de poussières :

- la suspension de l'activité de concassage et de broyage en cas de grand vent (vent supérieur à 70 km/h). Pour ce faire, un anémomètre sera mis en place sur le site durant les périodes de concassage et de broyage afin de surveiller la vitesse du vent,
- la mise en place sur le broyeur de déchets végétaux et de palettes d'un système d'arrosage (permettant d'asperger la trémie d'alimentation, le poste de broyage et le tapis d'évacuation du broyeur),
- l'arrosage du concasseur et des déchets inertes pendant le concassage, à l'aide d'un canon à eau agricole,

- l'arrosage des voiries par temps sec, en cas de besoin,
- l'arrosage des palettes avant et pendant leur broyage.

Au regard de ces éléments, l'inspection propose de reprendre ces mesures de prévention dans le projet d'arrêté préfectoral (art 8.3.2 du projet d'arrêté).

IV. 3 Bruit

Compte tenu des activités de l'établissement, notamment liées au trafic des camions (apports et évacuations des déchets), à leur avertisseur sonore de recul (camions et engins), aux chargement-déchargement des déchets (notamment les déchets inertes, les matériaux de négoce et les métaux) ainsi qu'aux fonctionnement du broyeur et du concasseur, les émissions sonores ont été identifiées comme source possible de nuisance.

Dans ce contexte, une campagne d'analyses de bruit a été réalisée le 13 mars 2014 par le bureau d'études ENVITEC, en particulier durant le fonctionnement du concasseur de déchets inertes, en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée (habitations).

L'étude a montré que l'émergence la plus marquée se situe au niveau des habitations de la rue du Bois Salé (+ 4,5 dB) ; néanmoins cette valeur d'émergence respecte le seuil imposé par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Toutefois, afin de limiter les émissions sonores, l'exploitant envisage de mettre en place des mesures suivantes :

- la mise à l'arrêt du moteur des poids lourds pendant le chargement-déchargement des déchets (art 6.1.2 du projet d'arrêté préfectoral),
- les activités de broyage de déchets végétaux et de déchets bois, ainsi que celle de concassage de déchets inertes ne seront pas réalisées simultanément, afin de ne pas cumuler les principales sources sonores (art 8.3.1 du projet d'arrêté).

Au regard de ce point, l'inspection propose d'imposer au pétitionnaire :

- que les véhicules nécessitant un avertisseur de recul soient équipés d'un dispositif dit « cri de lynx » à l'exclusion de tout autre avertisseur (art. 6.1.2 du projet d'arrêté),
- la réalisation d'une nouvelle campagne d'analyses sonores dans les six mois, à compter de la notification de l'arrêté préfectoral, puis annuellement. A noter que, dès lors que les résultats des analyses respecteront les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté durant deux campagnes d'analyses consécutives, l'exploitant aura la possibilité d'effectuer ces contrôles tous les trois ans (art. 10.2.3.1 du projet d'arrêté).

V. Étude de dangers

V. 1 Risque incendie

Au regard des risques étudiés par l'étude de dangers, le risque incendie a été identifié comme risque principal sur ce site.

Les divers scénarios retenus concernent l'incendie des alvéoles :

- du stock de végétaux,
- du stock de bois,
- du stock de broyats de déchets végétaux,
- du stock de souches,
- du stock de déchets industriels banals (DIB).

Les flux thermiques, issus de chaque scénario, ont été modélisés en tenant compte de la présence de murs coupe-feu d'une hauteur de 4 mètres disposés sur 3 côtés de chacune des alvéoles de stockage.

L'étude a montré que les flux thermiques de 8 kW/m² (seuil des effets dominos) et de 5 kW/m² restent confinés sur le site, seuls les flux thermiques de 3 kW/m² sortent du site et rayonnent sur des zones non bâties.

Compte tenu de ces éléments, il convient d'imposer les murs coupe-feu prévus par le pétitionnaire (art. 7.3.3 du projet d'arrêté).

V.2 Besoins en eau d'extinction incendie et confinement des eaux d'extinction

Compte tenu des scénarios précédemment évoqués, l'étude a estimé les besoins en eau à 60 m³/h à assurer pendant 2 heures, soit un total de 120 m³.

Cette ressource en eau proviendra de la borne incendie située sur le site (dont le débit a été mesuré à 97 m³/h sous 1 bar) et celles situées sur le domaine public.

Afin de confiner l'ensemble de ces eaux souillées, l'étude a calculé que le site doit disposer d'une capacité de confinement (bassin étanche) de 180 m³. Pour ce faire, un bassin de 370 m³ sera installé sur le site qui permettra, grâce à une vanne d'arrêt située en aval de ce bassin, d'interdire tout rejet vers le réseau d'assainissement de la commune de Saran.

Ces dispositifs de confinement sont prescrits à l'article 7.5.8.1 du projet d'arrêté.

VI. Pollution au droit du site

VI. 1 État des milieux

L'étude d'impact prescrite par l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 imposait la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux et un plan de gestion de la pollution (liée aux activités passées) qui avait été mise en évidence par des études environnementales menées en 2005 au droit du site.

A ce titre, des investigations complémentaires des sols (analyse des terres, des gaz du sol et des eaux souterraines) ont été menées le 15 octobre 2014.

➤ investigations sur les terres

Sur les 9 sondages réalisés jusqu'à une profondeur de 4,8 mètres pour analyser les sols, 3 ont montré la présence d'une pollution par :

- des Hydrocarbures (HCT), notamment sur l'un des sondages où la concentration a été mesurée à 16 000 mg/kg (fraction hydrocarbures C10-C40),
- des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) dont la plus forte concentration a été mesurée à 10,44 mg/kg,
- des métaux, notamment par le cuivre dont la plus forte concentration a été mesurée à 7 200 mg/kg.

Compte tenu de ces éléments, le bureau d'études considère qu'un risque d'impact des HCT et des métaux sur les eaux souterraines est présent.

➤ investigations sur les gaz des sols

Les analyses menées sur les 3 échantillons de gaz du sol prélevés ont montré :

- la présence d'Hydrocarbures type alcane (HCT C5-C12) dont la concentration maximale a été mesurée à 216,7 mg/m³,
- la présence d'Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) dont la concentration maximale a été mesurée à 0,017 mg/m³,

- la présence de Composés Organo-halogénés Polycycliques (COHV) dont la concentration maximale a été mesurée à 1,897 mg/m³,
- la présence de Composés Aromatiques Volatils (CAV) dont la concentration maximale a été mesurée à 4,3 mg/m³.

A noter que les résultats des calculs sanitaires montrent que la totalité des paramètres évoqués ci avant présents dans les sols et dans les gaz du sol ne présentent pas de risque sanitaire inacceptable pour un usage similaire à celui d'aujourd'hui.

➤ investigations dans les eaux souterraines

Le site dispose de 2 piézomètres (1 en amont et 1 en aval hydraulique du site) implantés sur le site.

L'analyse des HCT (fractions C10-C40), des HAP, des CAV, des COHV et des métaux a été réalisée lors de cette campagne. Les résultats montrent :

- pour les HCT, la concentration est inférieure aux limites de quantification du laboratoire (0,05 mg/l) pour les échantillons prélevés sur les 2 piézomètres,
- pour les HAP, la concentration est de 0,14 µg/l au droit du piézomètre Pz Amont ; une concentration inférieure à la limite de quantification du laboratoire (0,02 µg/l) au droit du piézomètre Pz Aval.
- pour les CAV, la concentration est de 110 µg/l au droit du piézomètre Pz Amont et de 8,8 µg/l au droit du piézomètre Pz Aval. Selon le bureau d'études, la présence de CAV dans les eaux souterraines au droit de Pz amont (teneur supérieure à l'aval hydraulique du site) ne semble pas provenir du site de la SGE,
- pour les COHV, la concentration est de 2,5 µg/l au droit du piézomètre Pz Amont et de 0,7 µg/l au droit du piézomètre Pz Aval (teneur supérieure à l'aval hydraulique du site) et ne semble pas provenir du site de la SGE.
- Pour les 8 métaux recherchés (Cr, Ni, Cu, Zn, As, Cd, Pb, Hg), les concentrations mesurées sont inférieures aux limites de quantification du laboratoire (respectivement 5, 10, 5, 50, 3, 1.5, 10 et 0.1 µg/l) sur les 2 piézomètres investigués.

VI. 2 Conclusion de l'interprétation de l'État des milieux (IEM)

Le bureau d'études a conclu que les investigations menées au droit des piézomètres aval extérieurs au site (appartenant à la société RETIA située au Sud) d'une part et sur le piézomètre aval du site d'autre part, ne montrent pas d'incompatibilité de la nappe avec son usage (considéré comme pouvant potentiellement être de type domestique).

VI. 3 Évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS)

Considérant la présence d'employés, de travailleurs et des clients de l'entreprise sur le site, le résultat des calculs sanitaires montre que l'état actuel du site ne présente pas de risque sanitaire inacceptable vis-à-vis de l'usage actuel et futur du site (de type industriel).

VI. 4 Plan de gestion

Dans le cadre d'un bilan coûts/avantages, comme le préconise la circulaire du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués, la solution de confinement a été retenue par le bureau d'études compte tenu que la solution d'excavation et d'évacuation des sols engendre un coût trois fois plus élevé.

De par le projet prévu d'aménagement du site dans le cadre de son exploitation actuelle et future (projet de mise en place d'une dalle béton ou d'un enrobé chaussée lourde couvrant notamment la zone impactée par les hydrocarbures et les métaux (cuivre)), l'action de confinement des composés présents dans le sol actuellement en place sera confortée et améliorée.

VI. 5 Recommandations du bureau d'études

Au regard des éléments susmentionnés, le bureau d'études recommande notamment :

- de compléter le réseau de piézomètres existants par l'adjonction de 2 piézomètres supplémentaires (un en aval direct de la zone concernée par les concentrations en HCT et HAP les plus notables et un autre en aval de l'activité future de tri-transfert,
- la mise en place de la dalle béton sur la partie Nord-est du site permettant d'assurer un confinement des sols sur la zone concernée par les concentrations en HCT et cuivre les plus importantes. Cette mise en place sera précédée du retrait de la dalle béton actuellement en place. Le délai où les sols seront laissés à nu devra être le plus court possible ;
- la prise de mesures par l'entreprise chargée des travaux pour assurer la sécurité sanitaire des travailleurs (utilisation de gants et de vêtements protecteurs adaptés, de masques chimiques notamment).

VII . Propositions de l'inspection

VII. 1 Surveillance des eaux souterraines

L'inspection propose d'imposer à l'exploitant les recommandations du bureau d'études dans le cadre du suivi de la pollution présente au droit du site, notamment l'adjonction de deux piézomètres complémentaires, sous 6 mois à compter de la notification de l'arrêté, et la surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines (Cf. titre 9 et art. 10.2.5 du projet d'arrêté).

De plus, la présence d'hydrocarbures de fraction C5-C10 a été recensée dans les gaz du sol à des concentrations notables ; or, aucune mesure n'a été réalisée sur ce paramètre lors de la dernière campagne de prélèvement des eaux souterraines. Dans ces conditions, il convient de compléter les paramètres (HCT C10-C40, HAP, CAV, COHV et Métaux) qui doivent faire l'objet d'une surveillance par l'adjonction de la fraction C5-C10, d'autant que cette fraction d'hydrocarbures n'a pas été mesurée dans les eaux souterraines.

VII.2 Confinement des terres polluées

Afin de confiner les terres polluées sur le site, l'inspection propose d'imposer les recommandations du bureau d'études, à savoir la mise en place d'une dalle béton sur la partie Nord-Est du site après le retrait de l'ancienne dalle (Cf. art. 7.4.7 du projet d'arrêté), dans un délai de 12 mois.

VII.3 Surveillance des émissions de poussières

Dans le cadre du suivi des émissions de poussières, nuisance dénoncée à plusieurs reprises par un riverain, l'inspection propose également d'imposer à l'exploitant la réalisation de campagnes de surveillance des retombées de poussières, notamment au niveau des plus proches riverains situés rue du Bois Salé, dans les six mois, à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les trois ans (art. 10.2.4 du projet d'arrêté).

VIII Conclusion

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET d'imposer des prescriptions complémentaires à la société SGE afin de limiter les risques et les nuisances liées aux activités qu'elle exerce sur son site de SARAN.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en ce sens en annexe du présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire doit être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'inspecteur de l'environnement,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret

Pour le directeur,

Signé

Annexe 1 : Plan d'implantation des installations projetées

